

GRAND DEBAT NATIONAL

MARDI 19 FEVRIER 2019 / SALLE CANAL – MAIRIE ANNEXE

Animateurs du débat/Présidents de quartier :

- ✓ QUARTIER 01 : Philippe ROBERT représenté par Jeanne-Marie CHARRAIRE
- ✓ QUARTIER 02 : Pierre FABRE
- ✓ QUARTIER 03 : Alain JOFFRE

32 participants.

PREAMBULE

Rappel de l'objectif et du déroulé par Pierre FABRE.

1) LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

ISF

- ✓ Impôt qui générait peu de ressources pour le budget de l'Etat mais qui participait au sentiment d'acceptation du paiement de l'impôt pour l'ensemble des contribuables.
- ✓ Effet d'affichage qui permettait de montrer que les personnes les plus fortunées payaient aussi leurs impôts et participaient à l'effort collectif.
- ✓ L'ISF donner l'image d'un système plus égalitaire et d'une justice fiscale
- ✓ L'ISF a été remplacé par un impôt sur les biens immobiliers. La communication sur ce nouvel impôt n'a pas été suffisante et engendre une méconnaissance.

POID DE LA DETTE PUBLIQUE

- ✓ Aucune solution ne semble être trouvée/cherchée pour limiter et réduire la dette publique. Pas d'action forte menée.

DEPENSE PUBLIQUE

- ✓ Souhait de maintenir le niveau d'imposition, en tout cas de ne pas l'augmenter, mais tout en se désendettant par la réduction de la dépense publique.

PRESERVATION DU SERVICE PUBLIQUE

- ✓ Réduire la dépense publique oui mais ce qui peut se cacher derrière c'est la destruction du service public et là c'est non.
- ✓ Il ne faut surtout pas détruire un système de service public dont les générations précédentes ont profité sans se soucier de la dette. Volonté de transmettre en héritage un service public qui a permis à ses grands-parents de sortir de la misère.
- ✓ Souhait de ne pas toucher aux services régaliens.

EGALITE DEVANT LES IMPOTS

UN IMPOT SUR LE REVENU PAYE PAR TOUS

- ✓ Au-delà de l'ISF il est anormal que seulement 42% des personnes payent l'impôt sur le revenu.
- ✓ Il faudrait simplifier l'impôt pour aller à l'essentiel : tout le monde paye son impôt du citoyen qui touche le RSA à la plus grosse fortune en y appliquant un pourcentage pour limiter les possibilités pour les plus instruits et fortunés de contourner l'impôt.

CLARIFICATION ET SIMPLIFICATION DE LA FISCALITE

- ✓ Il faudrait tout remettre à plat pour pouvoir clarifier la fiscalité et favoriser l'égalité
- ✓ La fiscalité est tellement complexe qu'elle perd en efficacité.
- ✓ L'UNPI a fait le recensement des 252 taxes diverses et variées actuellement en vigueur, c'est beaucoup trop. *Cette liste est jointe à ce compte-rendu à la demande d'un participant.*
- ✓ Une personne raconte une anecdote : grâce aux conseils d'une connaissance personnelle qui travaillait au Trésor Public, elle a pu économiser 3 000€ d'impôts. Cela lui semble anormal car cela implique que nous ne sommes pas égaux devant les impôts car nous n'en avons pas la même connaissance.
- ✓ L'exemple de la simplicité de la fiscalité en Norvège est cité.
- ✓ Le CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi) a bénéficié aux grandes entreprises mais pas aux PME. Les entreprises qui avaient les moyens de recruter des juristes pour se pencher sur les questions de fiscalité ont pu en bénéficier alors que les petites n'ont pas pu mettre de ressources en place pour en bénéficier. D'où, là encore, l'idée d'une simplification.
- ✓ La simplification est à voir à plus grande échelle que la fiscalité. Ex : le code civil. Le nombre de lois non appliquées est très important et les lois qu'elles doivent remplacer ne sont pas supprimées. Nombre de décrets trop importants qui ne permet pas l'accès facile des usagers à l'information. Idem pour le code de la construction, du code du travail...
Propos complété par l'intervention d'un autre participant : Exemple des heures supplémentaires qui devraient être défiscalisées depuis le 1^{er} janvier mais qui ne le sont pas encore car ce n'est toujours pas paru au journal officiel.
- ✓ Attention simplifier c'est injuste. Prendre en compte les spécificités c'est plus juste.

L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS ET DES RESSOURCES

- ✓ La France est un des pays d'Europe où les impôts et les dépenses publiques sont les plus élevés : où il a le plus de communes, le plus d'assemblées, le plus de fonctionnaires, et où la part consacrée à l'aide sociale est la plus importante mais où il y a le plus de tricheurs (exemple cité : travail au noir, « faux chômeurs »). Il faut s'interroger sur la pertinence de ce type de dépense et de la distribution des aides et de l'utilisation de ces fonds.
Propos nuancé par une autre intervention : Quand on regarde la dépense publique il est important de la ramener au nombre d'habitants : taux d'imposition/habitant, nombre de fonctionnaire/habitant. Et là la France n'est pas le « champion d'Europe ». L'Allemagne, l'Espagne, l'Autriche... sont devant la France. La France est un pays très peuplé par rapport à sa superficie et il est donc important d'être prudent avec les chiffres.
- ✓ Ce qui est horripilant c'est le manque d'évaluation sur la redistribution et l'utilisation des prélèvements obligatoires.

- ✓ Les rapports d'évaluation sont réalisés mais ne sont pas suffisamment diffusés. Il s'agit là d'un manque de courage de la classe politique, des députés notamment.
- ✓ Si les rapports et recommandations de la Cour des Comptes étaient contraignants et entraînaient des sanctions ils seraient d'avantage pris en compte.
- ✓ N.SARCOZY avait évoqué le partage des ressources des entreprises en 3 :
 - 1/3 pour le chef d'entreprise
 - 1/3 pour l'investissement
 - 1/3 pour le personnel

Volonté de remettre ce partage en place, ou tout du moins d'en reparler.
- ✓ L'augmentation des taxes de ces dernières années ayant vocation à résorber la dette publique n'a pas donné ces fruits puisque les entreprises deviennent de moins en moins concurrentes au niveau Européen et perdent des marchés. La priorité est de donner les conditions à la production de la richesse, au développement et lorsque le déficit public et commercial sera moins important on pourra se pencher sur la problématique de la fiscalité et de la redistribution. Harmonisation des charges sociales en Europe et réalignement souhaité. Il est indispensable d'observer ce qui se passe dans les autres pays. La France n'est plus dans le rythme mondial.
- ✓ L'argent il y en a le tout est de savoir ou en prendre : il faudrait arrêter les subventions aux entreprises polluantes, au nucléaire, aux armes. Il faut prendre l'argent là où il est et l'utiliser de manière pertinente.
- ✓ Un intervenant interroge l'assemblée : pourquoi l'Etat n'a pas contraint les banques à redonner une partie des 500 milliards utilisés pour les remettre à flot ? Pourquoi des contreparties n'ont-elles pas été demandées ?

Réponse apportée par un autre participant : Les banques ont remboursé ce prêt avec les intérêts. Les banques ont bien communiqué mais l'état ne l'a pas suffisamment fait.
- ✓ Les capitaux circulent avec facilité il est donc aisé d'aller placer ses revenus ailleurs qu'en France et de créer des emplois ailleurs.
- ✓ Les élus d'après-guerre ont opté pour l'utilisation des cotisations retraites plutôt que pour leur capitalisation. Les jeunes d'aujourd'hui paient le prix de ce choix.

2) LA TRANSITION ECOLOGIQUE

- ✓ Il faut mettre en place des plans d'investissements massifs sur l'écologie : développement des transports doux, réduction de la consommation en passant notamment par l'isolation des bâtiments (les niches fiscales ne sont pas à la hauteur de l'enjeu), utilisation des énergies naturelles (soleil, vent) qui sont sous exploitées.

LE DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS DOUX

LE VELO

- ✓ Surprise d'un intervenant de voir le peu de personnes qui circulent à vélo
- ✓ Idée de faire pédaler les jeunes pour transporter les personnes âgées

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

- ✓ Les tarifs de la SNCF n'incitent pas à limiter des déplacements en voiture puisqu'au-delà d'une personne/un passager il est plus rentable financièrement de prendre la voiture et de partager les frais que de prendre un billet de train.
- ✓ Pour que le train redevienne compétitif il faudrait instaurer des péages sur les routes départementales. En effet les trains qui circulent sur les rails paient des péages. Mais les routiers qui empruntent les routes départementales ne paient pas de péage. Là encore il est question de courage politique.

LES VOIES D'EAU

- ✓ L'utilisation des voies d'eau pas assez développée en France

LES ENERGIES

- ✓ Incohérence des lois qui visent à détruire les seuils et de ce fait entraînent le déclin des moulins à eau et la disparition de certaines espèces de poissons
- ✓ Pourquoi les éoliennes entraînent des contestations alors que ce n'était pas le cas à l'époque de la construction et du développement des moulins à vent ? La question est celle de l'utilité. Puisqu'on en a besoin il est inutile de protester.
- ✓ Le « Chèque énergie » subventionne les énergies fossiles comme le gaz mais ne subventionne pas le bois, c'est une anomalie

PRODUCTION/CONSOMMATION

LA SURPRODUCTION

- ✓ Il est anormal que certains brevets ne soient pas exploités pour maintenir le marché sur certains produits. Ex : pneus en caoutchouc inusables.
- ✓ Il faudrait vendre des médicaments à l'unité. Pourquoi fournir des boîtes entières alors que la prescription ne concerne que la moitié des comprimés ? Lobbying des pharmacies et des laboratoires.

Propos nuancé par une autre intervention : Attention dans ce cas il faut donner une notice pour chaque prescription cela double le travail et produit du papier malgré tout. Certains pays qui pratiquaient cette méthode en reviennent.

LES CITOYENS ACTEURS DE LEUR CONSOMMATION

- ✓ Chacun devrait revoir sa consommation : plutôt que d'acheter une télé qui va durer 5 ans il faudrait pouvoir louer du matériel plus performant qui sera plus rentable pour l'entreprise qui le commercialise et plus utile pour la personne qui l'utilise
- ✓ Il faut, lorsqu'on rentre dans un supermarché, s'interroger sur l'utilité de ce qu'on achète. Il y a des objets qui ne devraient plus être consommés de nos jours.
- ✓ Il faut éduquer les citoyens : il faudrait indiquer sur chaque produit quel est son poids écologique. Obligation pour l'ensemble des produits d'avoir cet étiquetage écologique pour informer et sensibiliser les consommateurs.
- ✓ Attention aux emballages : c'est aussi un choix des consommateurs. Le suremballage est tant la responsabilité des entreprises que des consommateurs. L'achat en vrac, les contenants

réutilisables existent. On ne peut pas toujours se cacher derrière les industriels. On peut se poser en tant qu'acteur. Et on peut éduquer nos enfants.

- ✓ Etre acteur : pour que la planète aille mieux faisons que notre jardin aille mieux. Prendre une décision pour l'état et forcément plus difficile que de prendre une décision individuelle, à notre échelle.

3) L'ORGANISATION DE L'ETAT ET LES SERVICES PUBLICS

LES ELUS

LES MANDATS

- ✓ Les élus ont tendance à devenir des professionnels de l'élection. Cela semble dangereux puisque la volonté d'être réélu passe avant l'intérêt général. Pour une non réélection possible des élus. Référence à la Grèce Antique où les élus n'étaient pas rééligibles et devaient rendre des comptes.

LE STATUT

- ✓ Idée de créer un statut de l'écu. Etre élu c'est une vocation qui amène à prendre du temps sur son temps personnel et professionnel. Créer un statut peut donc permettre de libérer les élus de leurs obligations professionnelles pendant le temps de mandat et être ensuite réintégrés dans leur entreprise.

LA REMUNERATION

- ✓ Instaurer un plafond de rémunération pour les élus qui cumulent les mandats. Cela permettrait que la recherche de mandat ne soit pas liée à une recherche de rémunération. Pose la question générale du cumul de mandat.
- ✓ Proposition d'élus bénévoles.
Propos nuancé par une autre intervention : Attention à ce que le bénévolat n'entraîne pas l'accès aux postes d'élus exclusivement aux citoyens les plus fortunés.

LE NOMBRE

- ✓ Volonté de voir baisser le nombre de députés, de sénateurs, de membres des Conseils économiques et Conseils Economiques et Sociaux
- ✓ Volonté de supprimer les maires des petites communes qui deviennent en réalité des maires d'arrondissement.

LES FONCTIONNAIRES

- ✓ Volonté de réduire le nombre de hauts fonctionnaires et de limiter leurs rémunérations. Fixer des objectifs à ces fonctionnaires et les rémunérer au pourcentage des objectifs atteints.
- ✓ Suppression de l'ENA.
- ✓ Rapports inutiles, multiplication des commissions : réfléchir oui mais agir aussi.

LE DECOUPAGE TERRITORIAL

- ✓ Empilement des administrations remis en cause. Grosse réflexion sur leurs pertinences et notamment pour l'échelon du département. Là aussi besoin de simplification.
- ✓ Les petites communes limitrophes sont d'avantage gérées en Agglomération pour favoriser la mutualisation des équipements et éviter des constructions de théâtres, salles des fêtes... dans des communes qui n'ont pas de public pour les remplir. Il en va de même pour les réseaux de transports scolaires.
- ✓ Risque de perte de la réactivité de l'intervention des services municipaux mais dans des délais qui resteraient raisonnables vis-à-vis des économies d'échelles réalisées.

4) LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

LE VOTE

LE VOTE BLANC

- ✓ Pour la validité du vote blanc
- ✓ Pour la reconnaissance du vote blanc mais pas sèche : le vote blanc doit être reconnu en fonction d'un quorum et si le seuil est atteint les élections doivent être réorganisés/invalidées. L'idée est que le vote blanc pousse les politiques à « revoir leur copie ».

LE VOTE OBLIGATOIRE

- ✓ Un intervenant propose le vote obligatoire comme dans d'autres pays
- ✓ Un autre intervenant juge l'idée anti démocratique

L'EXPRESSION CITOYENNE

- ✓ Idée d'une plateforme nationale sur laquelle les citoyens pourraient proposer des idées de loi dont une commission pourrait se saisir
- ✓ Instauration d'espaces de dialogue direct

LE REFERENDUM

- ✓ Loi existante est déjà largement satisfaisante : la volonté du peuple doit s'exprimer par des élections honnêtes et à vote secret. Déclaration des droits de l'homme de 1789. Pas besoin de referendum en plus.
- ✓ Le référendum est un outil démocratique qui fragilise le sens des élections présidentielles et parlementaires : quel est l'intérêt de revenir sur une décision déjà prise par les citoyens ?
- ✓ Attention à la pertinence et au nombre des questions posées

LE GRAND DEBAT NATIONAL

- ✓ Suggestion que ce grand débat national ne soit pas unique et soit reconduit à fréquence régulière.
- ✓ Le débat oui mais après il faut agir.

LA VIOLENCE

LE ROLE DES CITOYENS

- ✓ La démocratie est un régime fragile et exceptionnel. Un régime qui se fait rare. La France est un îlot de paix et de liberté qui semble être en danger. Le devoir de chacun est de défendre ce régime, de veiller au maintien de la paix.

LE ROLE DE L'ÉCOLE

- ✓ Le rôle de l'école est central et n'est plus assuré : disparition d'enseignement des cours de morale, d'instruction civique... L'exemple de la Suisse est cité où les écoles n'ont pas de barrières car les élèves savent qu'ils ne doivent pas sortir et les parents savent qu'ils ne doivent pas rentrer.
- ✓ Attention : Oui l'école à son rôle à jouer mais elle ne peut pas lutter seule. Il y a des violences sociales et civiques commises par les adultes (ex : non-respect du code de la route). Il s'agit d'une violence sociétale qui n'est pas à l'école.
- ✓ Synergie entre les parents et l'école est différente et le problème est peut-être là. Quand l'adulte parle, l'enfant écoute. Que l'adulte soit le professeur ou le parent. Le respect de l'adulte doit continuer d'exister.
- ✓ L'école doit revenir sur la voie de l'instruction et non de l'éducation.

L'IMPORTANCE DU LANGAGE

- ✓ L'éloquence, la possibilité d'utiliser les mots limite la violence.
- ✓ Importance de préserver la langue française et notamment dans les publicités

VIOLENCE ET SERVICE PUBLIC

- ✓ Baisse des effectifs significative dans les écoles à associer à la baisse des services publics.
- ✓ La police qui ne va plus dans les quartiers c'est peut-être parce qu'il n'y a pas assez de policiers.

INFORMATIQUE

- ✓ Des choses très graves se passent sur Internet : fake news, intelligence artificielle... Attention à la puissance des logiciels créés aujourd'hui.
- ✓ Il faudrait supprimer l'anonymat sur Internet. Oui à la liberté d'émettre des idées mais autant les assumer.